

## Chapitre 3 : La gouvernance économique mondiale depuis 1944

L'après Seconde Guerre mondiale marque une étape majeure dans la prise de conscience de la nécessité d'une échelle mondiale de gouvernement plaçant les Etats-Unis en situation de domination ; cependant, la logique du système reste celle du multilatéralisme classique fondé sur un fonctionnement interétatique.

L'entrée dans une nouvelle phase de la mondialisation dans les années 1970 relance la nécessité d'une coopération mondiale. Les crises qui surviennent montrent la nécessité d'une régulation de la mondialisation. Une nouvelle conception de gouvernement du monde, **la gouvernance, apparaît. Le terme vient des milieux économiques et est repris en 1989 par la Banque mondiale puis la par les dirigeants politiques.** La gouvernance propose un nouveau mode de gestion des relations internationales à mi-chemin entre un gouvernement mondial, qui reste irréalisable, et la simple coopération entre nations. Elle remet en cause le monopole de l'État sur les affaires mondiales

**Quelles évolutions a connue la gouvernance mondiale depuis 1944 ?**

### I - La recherche d'une gouvernance mondiale se fait à l'intérieur du système de Bretton Woods. (1944 – années 70)

En 1944, le but est d'abord de reconstruire l'économie mondiale, de développer les échanges après une période pendant laquelle les économies nationales s'étaient refermées sur elles-mêmes, d'assurer la stabilité monétaire et de mettre en place un système cohérent de financement.

#### A – Les Accords de Bretton Woods signés pour reconstruire des économies et relancer les échanges



<http://www.ina.fr/video/I11052345>

Les États-Unis entreprennent de 1944 à 1948 la mise en place d'un ensemble d'institutions pour garantir la paix (ONU), la prospérité économique et la stabilité financière (FMI) et le progrès social (Banque mondiale, institutions spécialisées de l'ONU).

Les **Accords de Bretton-Woods** sont des accords signés en 1944 dans la ville de Bretton-Woods, dans l'état de New Hampshire par 44 Etats, ils fixent un nouveau système de règles, de règlements, et de procédures d'un nouveau système monétaire international de l'après-guerre.

L'objectif principal de l'accord était d'obtenir une stabilité économique pour les principales

puissances économiques du monde.

## B – Un nouvel ordre économique mondial se met en place : de nouvelles institutions et les accords du GATT

**Le nouvel ordre économique est garanti par la création d'institutions économiques internationales** chargées d'encadrer la logique de marché dans le but, pour reprendre la formule de Keynes, « de promouvoir un capitalisme organisé ».

**Trois grandes institutions sont prévues** : le **FMI**, la **BIRD** ou Banque mondiale et l'Organisation internationale du commerce (**OIC**).

A sa création, le FMI est l'institution chargée du maintien d'un système de taux de change fixes centrés sur le dollar américain et l'or mis en place par les accords de Bretton Woods. Ce système a donc pour but d'éviter les fluctuations excessives des monnaies.

Le rôle de la Banque mondiale est d'accorder des crédits à long terme pour favoriser dans l'immédiat la reconstruction des pays détruits par la guerre et, ensuite, le développement pays pauvres. Initialement composée de 44 pays membres, la Banque mondiale en compte désormais 187.

La cohérence du système repose sur l'affectation à chacune d'entre elles des trois grandes fonctions de l'État: la réglementation des marchés doit être assurée par l'OIC, la régulation de l'activité par le FMI, la redistribution vers les plus pauvres par la Banque mondiale.

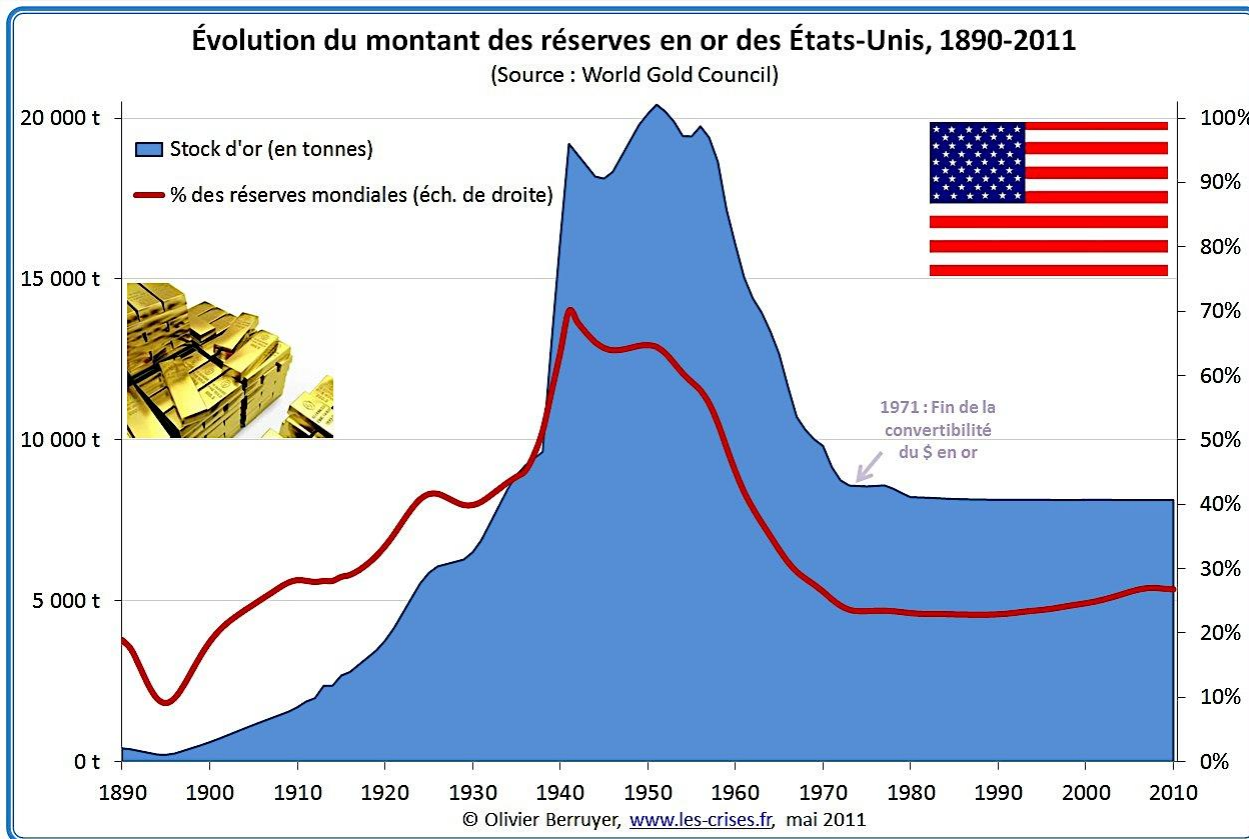
Les domaines du commerce, du développement et de la finance sont clairement séparés

**Accord tarifaire du GATT**, signé le 30 octobre 1947 à Genève par 23 pays, qui représentent alors 80 % du commerce mondial constitue l'autre versant de cette politique de libéralisation des relations économiques. Cet accord a pour but de définir des règles de commerce universelles et de promouvoir une baisse des droits de douane. le GATT n'est qu'un simple accord. Il semble néanmoins couronner le rêve de Roosevelt d'un nouvel ordre mondial assurant la paix grâce à trois piliers ; le FMI chargé de veiller à la stabilité des monnaies, l'ONU chargé de la sécurité collective et le GATT veillant au retour à la libéralisation des échanges.

Le texte même de l'accord comporte 35 articles. Il repose sur une logique multilatérale fondée sur le respect de la réciprocité des avantages consentis. C'est le principe de la nation la plus favorisée : toute concession accordée à un partenaire doit bénéficier à toutes les parties contractantes. Les subventions nationales sont strictement encadrées. Les pays signataires s'engagent à ne pas augmenter les droits de douane existants et à participer à des « négociations commerciales multilatérales », aussi appelées « rounds » de négociations.

Toutefois, le GATT tolère de nombreuses dérogations pour tenir compte des situations économiques particulières. Ainsi les produits agricoles ont-ils longtemps bénéficié de ce type de mesures dérogatoires. Le GATT définit avant tout un cadre propice à la négociation multilatérale. Par conséquent, le libre-échange ne devient réalité que dans les années 1960.

## C – La consécration américaine



La stabilité de l'économie mondiale repose sur le leadership américain. Bretton Woods institutionnalise la domination du dollar. Les États-Unis occupent une position dominante au sein du FMI. L'hégémonie américaine se lit dans le choix d'installer les sièges du FMI et de la Banque mondiale à Washington. Les flux de capitaux privés sont encore modestes : les investissements directs et les crédits commerciaux sont le plus souvent garantis par les États des pays exportateurs, les États-Unis en premier lieu.

À partir de la seconde moitié des années 1960, de plus en plus de capitaux sortent du territoire des États-Unis, désireux de trouver une meilleure rentabilité à l'étranger, creusant de plus en plus le déficit de la balance des capitaux américains.

Les dollars se répandent donc dans le monde, notamment en Europe où on les appelle les « eurodollars ». Les opérations réalisées en dollars à l'étranger, par des filiales des banques américaines, ne sont pas contrôlées par la Banque centrale des États-Unis, la FED, qui ne peut contrôler des marchés étrangers à son territoire. Elles ne sont pas contrôlées non plus par les Banques centrales des pays dans lesquels elles se produisent, car elles se font en dollars. Elles échappent donc à tout contrôle étatique et sont très rentables, encourageant le développement de marchés de capitaux privés.

En 1971, Washington met alors fin sans concertation avec ses partenaires à la convertibilité du dollar en or. Le système monétaire créé par les accords de Bretton Woods s'effondre. S'ouvre une période de changes flottants, dont le principe est entériné lors des accords de la Jamaïque en 1976. À cette crise monétaire s'ajoute un net ralentissement de la croissance économique: c'est la fin des Trente Glorieuses pour les pays industrialisés.

## II - Les crises des années 1970 favorisent l'émergence de nouveaux acteurs.

### A – Crise financière et chocs pétroliers fragilisent les économies occidentales

En 1971, les États-Unis sont confrontés à leur premier déficit commercial depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Les dollars présents hors du sol américain représentent alors 5 fois la valeur des réserves d'or détenues par la Fed. Les États-Unis craignent de voir se déclencher une crise financière très importante.

<http://education.francetv.fr/videos/15-aout-1971-la-fin-du-systeme-de-bretton-woods-v107375>

Nixon annonce en 1971 la fin de la convertibilité du \$; les monnaies n'ont plus de parité fixe entre elles, flottement généralisé mais le \$ reste seule monnaie de compte mondiale : cela permet aux EU de multiplier les \$ pour se financer "gratuitement" ;

Autre crise : la crise pétrolière. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays industrialisés subissent une décision prise par un autre groupe de pays : les pays exportateurs de pétrole (cf cours Proche-Orient). Le premier choc pétrolier a pour résultat la multiplication par quatre du prix du pétrole entre octobre 1973 et janvier 1974. Ainsi, une série de décisions prises en dehors des grands centres de pouvoir économique du monde développé perturbe l'ensemble de l'économie mondiale. Tous les pays industrialisés sont affectés par ce choc, et prennent conscience de leur dépendance énergétique.

### B – Les premières tentatives de coordination des États

Dès 1975, les pays industrialisés les plus riches organisent des sommets (G6-G7) pour approfondir leur coopération face aux crises monétaires et énergétiques

Ces premières tentatives sont issues de l'initiative des pays industrialisés. En 1975 le G6 est créé : il réunit les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, c'est-à-dire les six pays démocratiques les plus industrialisés au monde. Le Canada, mécontent de ne pas avoir été invité, rejoint ce club dès juin 1976, le G6 devient donc le G7.

Le néolibéralisme s'impose dans les années 80 à l'ensemble du monde occidental et modifie une gouvernance économique mondiale basée depuis 1944 sur des principes keynésiens remis en cause par la crise des années 70.

En 1979 avec la nomination de Margaret Thatcher comme Premier Ministre au Royaume-Uni (elle restera la "Dame de fer" jusqu'en 1990) puis en 1980 avec l'élection du républicain Ronald Reagan comme président des États-Unis, les tenants du néo-libéralisme, influencé par

l'économiste Milton Friedman (fondateur de l'École de Chicago et Prix Nobel d'Economie en 1976), triomphant.

Cette victoire du néolibéralisme s'impose aussi en Allemagne (avec Helmut Kohl comme Chancelier) et en France (avec l'alternance libérale de Jacques Chirac, Premier Ministre de 1986 à 1988) avant de contribuer à l'effondrement du système communiste.

### C - Le Tiers-Monde oublié du nouvel ordre mondial ?

En 1964, la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) voit l'émergence d'un bloc du Sud avec le « Groupe des 77 » (qui regroupe 133 pays aujourd'hui) qui rassemble les pays du tiers-monde. Cette conférence offre un cadre aux discussions sur l'aide au tiers-monde. Il s'agit de favoriser l'expansion du commerce international dans une perspective de développement, perspective qui n'est pas du tout prise en compte par le GATT.

L'endettement des pays du sud croît à un rythme effréné entre 1960 et 1980, il est multiplié par 72 en 20 ans, dans une période marquée par la confiance liée à une forte croissance économique mondiale. Les pays du Tiers-monde ne représentent que 17 % des exportations mondiales en 1973, alors qu'ils pesaient 34 % en 1948 (empires coloniaux). Les pays pauvres essaient alors de développer leurs revendications afin de définir un ordre économique moins inégalitaire.

Le rythme de l'endettement est moins élevé après 1980, alors que le monde connaît un ralentissement économique, malgré cela la dette quadruple encore entre 1980 et 2002. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la dette représente ainsi plus de la moitié du produit national brut des pays en développement.

### III -Depuis 1991, la gouvernance économique mobilise des partenaires publics et privés dans le monde entier

#### À partir de 1991, les États-Unis deviennent la grande puissance d'une mondialisation économique libérale incarnée par le G8, le G20 et l'OMC.

Remise en cause des Accords du GATT au début des années 90



En 1995 est mise en place l'OMC, qui, dans sa charte, proclame la nécessité d'un développement durable et d'un rééquilibrage du commerce international en faveur des pays en développement. Mais cette nouvelle organisation est très vite critiquée, parce que les pays pauvres peinent à faire valoir leurs droits devant son Organisme de règlement des différends et parce que les négociations en son sein semblent toujours aller dans le sens d'un libre-échange qui profite aux multinationales des pays riches. Les années suivantes semblent enregistrer cependant de nouveaux progrès dans la mise en place d'une véritable gouvernance économique.

Les pays émergents obtiennent la création en 1999 du G20 (Forum de réflexion sur les finances mondiales qui regroupe le G7 et douze pays émergents : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Russie, Turquie), qui, en intégrant les pays émergents au processus de décision, tente depuis la crise financière de 2007 de renforcer la régulation du système financier international. Est aussi décidée par la communauté internationale une nouvelle répartition des droits de vote au FMI et à la Banque mondiale, qui donne plus de poids aux États en développement.

## **B – D'autres acteurs participent à la gouvernance économique mondiale par leurs forums mondiaux.**

<http://www.ina.fr/video/1930850001035>

La première édition du FSM s'est tenue en 2002 à Porto Alegre au Brésil. Depuis les réunions de 2002 et 2003, les forums sociaux à toutes les échelles sont régis par la *Charte des principes du Forum social*

Les forums sociaux ne délivrent pas de déclaration finale, mais sont des espaces ouverts de débat d'idées et d'élaboration de projets. Un manifeste a été néanmoins élaboré en 2005, sans valeur officielle toutefois : le Manifeste de Porto Alegre, support de propositions à débattre. L'organisation du Forum se fait par le "Conseil international", qui réunissait en 2005 une quarantaine d'ONG et d'associations, et qui ne cesse de s'accroître.

## **C -Depuis 2007, la crise mondiale interroge la capacité des organisations internationales ou des États, à réglementer les marchés internationaux.**

- Crise des *subprime* de 2007

: En 2007 éclate aux États-Unis la crise des *subprimes*, dont les mécanismes sont proches de ceux de la crise asiatique de 1997, mais dont les conséquences, dramatiques, sont de portée mondiale. On retrouve en effet la hausse vertigineuse des prix de l'immobilier. Les banques ont accordé facilement des crédits aux ménages américains, qui pensaient faire une excellente affaire en achetant une maison dont le prix allait augmenter avec les années. Certains ménages se sont donc lourdement endettés alors même qu'ils n'étaient pas en mesure de rembourser les prêts contractés – ce que les banques n'ont pas toujours vérifié. Quand la « bulle » se dégonfle et que les prix de l'immobilier se mettent à baisser, ces ménages sont incapables de rembourser ce qu'ils doivent (l'hypothèque de leur prêt) et se retrouvent avec une maison qui ne vaut plus rien – mais toujours un prêt

à rembourser.

Or, ces prêts immobiliers ont été transformés en produits financiers : c'est ce qu'on appelle la « titrisation ». Ces titres sont vendus à d'autres banques au sein de montages complexes. Par conséquent, quand une banque d'affaires américaine, Lehman Brothers, a fait faillite au début de l'automne 2008, une crise boursière et bancaire mondiale s'est enclenchée.

Cette crise a suscité une réponse immédiate des États, craignant de voir ressurgir l'équivalent de la récession qui a suivi le krach boursier de 1929. Les États-Unis, les États de l'Union Européenne et le Japon ont mis en place des plans de sauvetage des banques et de relance de l'économie. Dans le même temps, les pays émergents ont mieux résisté à la crise, ils sont moins insérés dans le système bancaire international. Mais ces désordres financiers ont imposé l'idée d'une nécessaire régulation mondiale de l'économie.

- choc pétrolier de 2008
- crise actuelle des dettes souveraines, signe de l'affaiblissement du pouvoir des États ; rôle des agences de notation...

**Conclusion : La gouvernance économique mondiale a réussi à restaurer le système monétaire international et à relancer le commerce mondial. Mais, ce faisant, elle a abouti à une impasse : le néo- libéralisme absolu a affaibli toutes les règles et tous les acteurs qui avaient encadré les Trente Glorieuses et débouché sur des déséquilibres commerciaux et mondiaux à l'origine des actuelles crises à répétition qui frappent le monde.**